

DIPLOMATIE LE PRÉSIDENT RUSSE AUJOURD'HUI À VERSAILLES

Emmanuel Macron - Vla

Les deux présidents vont tenter de réchauffer les relations entre leurs deux pays, malgré les piques de la campagne, et deux gros contentieux : la Syrie et l'Ukraine.

« Le rapport de force ne me dérange pas », affirmait samedi Emmanuel Macron, après la « virile » poignée de main échangée avec le président américain Donald Trump. Tant mieux, car son invité d'aujourd'hui, le président russe Vladimir Poutine, adore cela. Au sens premier, en judoka accompli, et dans la menace : Angela Merkel ne lui pardonne pas de l'avoir reçue avec son labrador, sachant très bien qu'elle a peur des chiens...

Au Grand Trianon

Le prétexte de la rencontre est une exposition sur le tricentenaire de la venue du Tsar Pierre le Grand, propre à flatter son lointain successeur. Et le cadre en est le Grand Trianon, utilisé tant par le général de Gaulle que par le président François Mitterrand – le message est cette fois destiné aux Français par un nouveau président impatient de s'inscrire dans une lignée prestigieuse.

Les deux présidents en ont convenu au téléphone le 18 mai. C'était leur premier contact, dix jours près l'élection, délai qui témoigne du caractère polaire des relations franco-russes. Deux sujets très lourds plombent ces relations depuis des années. Le premier est l'Ukraine, et les sanctions imposées par l'Union européenne à la suite de l'annexion de la Crimée. Elles doivent être renouvelées ou levées d'ici septembre. Le ton très dur adopté sous pression américaine au

G7 de Taormina, qui évoque des « mesures restrictives supplémentaires », réduit singulièrement la marge de manœuvre française.

« Refonder notre relation avec la Russie »

Le second sujet est la Syrie, où la Russie est le principal allié du dictateur Bachar el-Assad. C'est d'ailleurs le bombardement d'Alep qui avait justifié, en octobre, le report de la visite à Paris de Vladimir Poutine, qui devait inaugurer le centre culturel russe de Paris.

Ce sera chose faite cet après-midi, mais par le seul président russe. Comme le signe d'une volonté de remise à zéro des compteurs, encore sous condition.

« Il nous faut refonder notre relation avec la Russie », écrivait Emmanuel Macron dans son livre, « Révolution ». Il y repoussait à la fois « la ligne américaine » de confrontation, et la « ligne de connivence » qu'il a reprochée à François Fillon, et surtout Marine Le Pen.

Le Pen les brouille

C'est là un contentieux plus immédiat et personnel entre les deux présidents.

Vladimir Poutine avait longuement reçu la candidate d'extrême droite en mars, tandis que les médias liés au pouvoir pilonnaient le candidat Macron, avant que des hackers ne pillent les ordinateurs d'En Marche. De son côté, Emmanuel Macron était le seul des principaux candidats à souhaiter le maintien des sanctions contre la Russie. L'heure est donc à la refondation. Au dépassement des avanes, à défaut de leur oubli. Sans rompre le rapport de force.

Francis BROCHET



Le grand jeu diplomatique du président français

Il fallait le faire... En moins de deux mois, le président français aura fait connaissance avec les dirigeants des quatre grandes puissances actuelles et à venir de la planète. Cette rencontre avec le président russe a été précédée jeudi par celle avec le président américain, et deux poignées de main déjà « historiques ». Elle est suivie dès samedi par un déjeuner avec le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi. Et l'Élysée ne démentait pas, la semaine dernière, travailler à un tête-à-tête avec le président chinois Xi Jinping à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg, les 7 et 8 juillet. Ce quadruplé ne doit rien au hasard, comme l'a avoué le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner : « C'est d'autant plus important qu'on suspectait ce jeune homme de ne pas avoir la carrure d'un président de la République et de ne pas être en mesure d'incarner et de défendre la France ». Reste à ne pas oublier l'avis de son aîné François Hollande : les succès diplomatiques, « ça ne change rien » dans l'opinion nationale.

REPÈRES

■ Commerce

La Russie est la provenance de 8 % des importations de l'Union européenne, pour l'essentiel du gaz et du pétrole, troisième derrière la Chine et les États-Unis. Elle était en 2014 le quatrième marché des produits français, hors Union... pour tomber au dixième rang l'année suivante, sanctions obligent.

■ Sanctions européennes

En mars 2014, l'Union européenne décide des sanctions contre la Russie, qui vient d'annexer la Crimée. Elles portent sur la libre circulation de responsables russes et les échanges commerciaux. Elles doivent être reconduites avant septembre prochain.

■ Accords de Minsk

En septembre 2014 est signé dans la capitale de la Biélorussie un accord de cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, où des séparatistes pro-russes, appuyés par la Russie, s'opposent à l'armée ukrainienne. Il est renouvelé en février 2015, sous l'égide de la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France. Ses clauses, dont l'arrêt des combats et le retrait des armes lourdes, n'ont jamais été respectées.



<https://www.facebook.com/leprogres>



<https://twitter.com/leprogres>



<https://www.leprogres.fr/newsletters>

ALERTE INFO Vous avez une info ?

0 800 07 68 43

Service & appel gratuits

LPRFILROUGE@leprogres.fr

dimir Poutine, en refondateurs



■ Les deux présidents se rencontrent au Grand Trianon à Versailles. Photo AFP

Elvire Fabry, Chercheuse
à l'Institut Delors



■ Photo DR

« Une main tendue »

Quel est l'enjeu de cette rencontre de Versailles ?

Durant la campagne, Emmanuel Macron a pris une position assez ferme de soutien aux sanctions, mais il a aussi souhaité renouveler le dialogue avec la Russie. Cette invitation à Versailles est donc une main tendue. Elle est valorisante pour Vladimir Poutine, car elle flatte la grandeur de la Russie, et la continuité entre le tsar Pierre le Grand et lui-même.

Emmanuel Macron n'est pas rancunier, après les cyberattaques, l'attitude hostile des médias russes...

Et les commentaires très acerbes qui ont salué son élection... Mais c'est pour lui l'occasion d'asseoir sa stature d'homme d'État, juste après la rencontre « virile » avec Donald Trump.

Et quel est l'intérêt du président russe à cette rencontre ?

Face à la chancelière allemande, très ferme sur les sanctions, il peut espérer faire bouger les lignes grâce au président français. D'autant que le nouveau conseiller diplomatique de l'Élysée, Philippe Etienne, qui était sur le point de devenir ambassadeur de France à Moscou, est un modéré sur le dossier russe.

Vladimir Poutine veut-il déstabiliser l'Union européenne ?

Il y a une volonté indéniable de Moscou d'avoir une influence sur la politique européenne. Et toute instabilité au sein de l'Union est dans l'intérêt politique du président russe. Même si elle n'est pas dans l'intérêt du pays, car elle peut freiner les investissements européens en Russie, et les importations de produits russes, très dépendants du marché européen.

Recueilli par F.B.

Le Tsar et son opposant, Alexeï Navalny

À chacun son agenda. Celui de Vladimir Poutine est calé sur le mois de mai 2018, quand il se présentera pour un nouveau mandat de six ans à la présidence de la Fédération de Russie. Il bouclerait ainsi un quart de siècle exactement à la tête du pays, depuis que Boris Eltsine l'a nommé en 1999 président du gouvernement.

Navalny contre le « parti des voleurs »

La réélection a été préparée en septembre par une large victoire aux législatives de son parti, Russie Unie, qui a fait oublier la forte abstention et de non moins forts soupçons de fraude. Deux mois plus tard, la composante libérale du pouvoir était mise au pas par l'inculpation de son chef de file, le ministre de l'Économie. Le président russe peut désormais

compter sur une économie en meilleure forme, grâce à la légère remontée des prix de l'énergie, première ressource du pays. Il s'appuiera enfin sur le centenaire de la Révolution d'Octobre, dont il a déjà donné sa lecture : « Tirer les leçons de l'Histoire pour notre réconciliation et renforcer le consensus social et politique que nous avons atteint » - un consensus reposant sur deux pieds, le nationalisme russe et la religion orthodoxe.

Reste un obstacle, aussi faible qu'obstiné : Alexeï Navalny, avocat de 40 ans, qui dénonce depuis des années en Russie Unie « le parti des voleurs et des escrocs ». Plusieurs fois emprisonné, cet ami de Boris Nemtsov, autre opposant assassiné il y a deux ans, est bien décidé à se présenter contre le Tsar Poutine.



■ Alexeï Navalny, contrôlé par la police à Moscou. Photo IVAN VODOPYANOV